

CLIMAT, RISQUES, ÉNERGIES

Enjeux et atouts des territoires alpins
dans la gestion de l'après-crise



30 septembre –
1^{er} octobre 2020

CHAMONIX

RESTITUTION

Synthèse
réalisée par :



**Auvergne
Rhône-Alpes**
Énergie Environnement



La Région
Auvergne-Rhône-Alpes



Pôle Alpin Risques Naturels

Un événement piloté par :

Auvergne-Rhône-Alpes Énergie Environnement,
la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Pôle Alpin
d'études et de recherche pour la prévention des
Risques Naturels

Et co-construit avec :

le Centre de Recherches sur les Écosystèmes d'Altitude, la ville de Chamonix, l'Agence
Nationale de la Cohésion des Territoires - Commissariat de massif des Alpes

Cette conférence, organisée par la Présidence française de la SUERA, a mis en lumière l'expérience des territoires alpins dans la gestion des risques naturels, leur nécessaire adaptation au changement climatique et leurs stratégies énergétiques.

Alors que la Commission européenne prépare une révision de sa stratégie d'adaptation qui constituera la tête de pont de l'action européenne en faveur de la résilience climatique, dans le même temps, la crise sanitaire de la Covid-19 réinterroge notre relation à l'environnement et au vivant, nos modes de gouvernance et nos capacités d'adaptation. Le défi pour l'UE, comme pour les États et les Régions membres, est donc de promouvoir des mesures d'adaptation à long terme et de réduire les vulnérabilités en tirant autant que possible les leçons de la crise sanitaire actuelle.

Dans ce contexte, le territoire alpin et les territoires de montagnes représentent des cas d'études. Dotés de caractéristiques géo-sociologiques (sites isolés, solidarités, expositions aux risques...) qui ont de tout temps induit des modes de fonctionnement et des structures organisationnelles spécifiques, le rapport à l'environnement y est plus prégnant qu'ailleurs. Les acteurs alpins - habitants, collectivités publiques, centre de recherches... - ne peuvent faire abstraction du risque et de la nature qui se rappellent à eux et rendent les stratégies d'adaptation et de coopération incontournables.

Si ces modes d'organisation sont réinterrogés depuis des décennies du fait du changement de rapport de l'homme à l'espace, à son environnement, ils le sont d'autant plus aujourd'hui que nous devons faire face à une crise climatique dont les effets sont annoncés comme majeurs. Avec un temps d'avance sur les autres car plus vulnérables, les territoires alpins sont confrontés aux réalités du changement climatique et à ses impacts, et ont dû apprendre à s'adapter. Ils ont développé des stratégies, en particulier en matière de gestion des risques et d'énergie. Ce sont donc des territoires « d'expérience ».



Leurs spécificités imposent toutefois que les enjeux de la transition écologique et énergétiques soient pris en compte dans les plans de relance en cours d'élaboration. C'est à cette condition qu'ils pourront compter sur un relèvement durable, tout en continuant à progresser vers des stratégies territoriales intégrées ainsi que vers l'intégration de nouvelles énergies dans les mix énergétiques.

Journée animée par **Patrice Bouillot**, *La Plume et le Micro*

Ouverture

Avec les interventions de :



**ÉRIC
FOURNIER**

MAIRE DE CHAMONIX
VP, DÉLÉGUÉ
À L'ENVIRONNEMENT, AU
DÉVELOPPEMENT DURABLE,
À L'ÉNERGIE ET AUX PARCS
NATURELS RÉGIONAUX
RÉGION AURA



**CHRISTIANE
BARRET**

SECÉTAIRE GÉNÉRALE
PRÉSIDENTE FRANÇAISE DE LA
SUERA



**ÉLISE
BECK**

ENSEIGNANTE-CHERCHEUSE AU
LABORATOIRE PACTE, UNIVERSITÉ
GRENOBLE ALPES

Éric Fournier, maire de Chamonix et vice-président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, délégué à l'environnement, au développement durable, à l'énergie et aux parcs naturels régionaux, a insisté sur l'importance du maintien d'un tel évènement malgré les circonstances, et de la présence d'une partie des responsables politiques de l'arc alpin. Le Manifeste pour une région alpine durable et résiliente adopté par la Présidence française en juin 2020 met en exergue la forte responsabilité des acteurs pour que les Alpes restent le « poumon de l'Europe ». Ce manifeste définit six axes d'actions prioritaires, dont la mobilité et le tourisme : deux secteurs à forts enjeux, sur le territoire de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc, pour lesquels la SUERA fournit un cadre nécessaire à l'articulation des politiques territoriales et à la coopération des différents acteurs transnationaux.

Christiane Barret, déléguée générale de la Présidence française de la SUERA, a rappelé l'importance que revêt la coopération alpine dans ces moments de crise, où les enjeux dépassent largement les frontières. Si la pandémie met en lumière de nombreuses fragilités, elle confirme néanmoins la volonté de coopérer dans un élan solidaire, en témoigne l'élaboration du Manifeste durant la période de confinement. Il s'agit désormais de renforcer la gouvernance alpine, notamment en y associant les jeunes. La déléguée générale a souligné l'importance de l'action à l'échelle locale, des différents partenariats, qui contribuent à la construction de la stratégie et des différentes propositions. Les nombreux évènements lancés par la Présidence française après le confinement témoignent de cette volonté toujours plus forte de coopération. Les différents programmes transfrontaliers INTERREG s'avèrent nécessaires pour développer une solution partagée. Pour cela, la SUERA s'appuiera sur les groupes d'action qui initient des projets de coopération dans la région alpine, à l'image du projet de l'Espace alpin ALPGRIDS visant à favoriser la création de boucles locales d'énergie et le développement de l'autoconsommation collective.



Elise Beck, enseignante-chercheuse au Laboratoire PACTE de l'Université Grenoble Alpes, a apporté l'éclairage des sciences sociales sur la résilience des territoires. Concept mobilisé principalement par la communauté scientifique au cours des dernières décennies, la résilience est passée dans le langage courant ainsi que dans le langage opérationnel. Mais son opérationnalisation ne va pas de soi. De l'individu au territoire, en passant par le groupe, la mise en œuvre d'une stratégie de résilience appelle au maintien de la diversité (des activités, des perceptions, des compétences), à l'acceptation des limites avec humilité, à l'adaptation aux changements, à l'apprentissage par l'expérience, à la capitalisation des savoirs et, parfois, au renoncement.



Table ronde 1 : Les besoins et les enjeux pour garder le cap de la lutte contre le changement climatique et de l'adaptation dans un contexte post-Covid-19

Une première table ronde était consacrée aux besoins et aux moyens nécessaires à la lutte contre le changement climatique et à l'adaptation. Deux crises majeures touchent la planète, une crise non-anticipée, celle de la Covid-19, et une autre identifiée depuis longtemps, le changement climatique. Si la lutte contre le changement climatique ne disparaît pas derrière la crise sanitaire, elle doit néanmoins s'adapter à ce nouveau contexte global.

C'est ce qu'a rappelé la cheffe d'unité adjointe Stratégie et évaluation économique, à la DG-CLIMA de la Commission européenne, **Cécile Hanoune** : « Le changement climatique n'a pas disparu avec la crise sanitaire ». Les ambitions européennes d'un Pacte vert décidé avant la pandémie n'ont pas disparu non plus. Elles ont été renforcées avec le souhait d'une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 55% (et non plus 40%) d'ici à 2030 (par rapport au niveau de 1990). En juillet dernier, la présidence du Conseil et le Parlement européen se sont accordés sur un budget pluriannuel ainsi qu'un nouvel instrument de relance. Les moyens financiers sont disponibles, et de nombreux programmes (LIFE...) et fonds (comme le Fonds pour la transition juste) doivent permettre aux États membres d'agir. « La communauté constituée des acteurs de la SUERA porte en elle un réservoir de projets qui doivent alimenter très rapidement les plans de relance. »

Frédérique Colas, vice-présidente en charge de la transition écologique et de l'environnement, à la Région Bourgogne-Franche-Comté, s'est exprimée sur l'importance des objectifs partagés par les différents acteurs. « Si la mise en œuvre opérationnelle pour atteindre les objectifs reste à déployer, une vision commune partagée par les différents acteurs existe, et tous s'accordent sur le besoin de résilience. »

Pour **Éric Fournier**, la crise doit être un facteur d'accélération de la mise en œuvre opérationnelle, et non un frein. A titre d'exemple, l'économie circulaire, une question à nouveau mise au centre des discussions avec la crise sanitaire. En outre, il a rappelé que la Région Auvergne-Rhône-Alpes disposait d'un budget d'1 milliard d'euros pour financer la relance, dont une grande partie concerne les enjeux climatiques.

Laurence Boetti-Forestier, conseillère régionale à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, voit la crise sanitaire comme étant révélatrice d'enjeux particuliers. Plus que jamais, l'échelon européen est essentiel, et la nouvelle programmation budgétaire 2021-2027 devra combler les lacunes mises en lumière par la crise. « L'Europe doit être aux côtés des populations, et dans ce cadre, les conférences transfrontalières sont d'une importance capitale ». La conseillère a souligné le besoin des populations d'une réponse européenne concrète.

Enfin, le directeur de la direction Services centraux Europe, de la Coopération internationale du Bade Württemberg, **Stefan Benzig**, s'est exprimé sur la nécessité d'associer une vision à long-terme, notamment à travers les objectifs de l'Union européenne, avec une action rapide. Les projets en faveur de la décarbonation sont par exemple nombreux, nécessitant un long temps de préparation, et pas forcément compatibles avec une prise de décision qui doit s'effectuer au plus vite. Il s'agit donc de ne pas toujours attendre les projets pour agir. Au niveau global comme au niveau local, nombreuses sont les initiatives qui peuvent déjà être lancées.

► Ce qu'il faut retenir :

- Il est nécessaire d'aligner les décisions prises aux échelons locaux, régionaux et nationaux avec la programmation européenne, et notamment au niveau des plans de relance. L'ambition était déjà présente avant, on observe désormais une accélération. La SUERA permet de faire s'exprimer la parole du local et de mettre en lumière les besoins des territoires ; la programmation doit y répondre.
- Il est également nécessaire de prendre en compte les ressources à disposition dans un contexte de défi permanent. À la Commission européenne, on reconnaît les limites de l'articulation des niveaux, mais les résultats actuels sont rassurants. Ces derniers mois ont mis en exergue la robustesse et l'agilité des différents niveaux d'action. Grandis de la période de crise, les échelons territoriaux ont montré leur capacité à s'adapter, et doivent continuer à le faire. En outre, et afin d'être plus opérationnels, le besoin de données fiables est réel, et la communication autour des projets en cours doit être accentuée. La DG-CLIMA évoque à ce titre une future plateforme, lancée prochainement, permettant de partager les initiatives européennes.
- L'implication citoyenne est essentielle. Pour la DG-CLIMA, le risque que l'Europe paraisse loin existe toujours, et le travail de pédagogie, s'il ne sera jamais suffisant, doit toujours continuer.
- Il faut savoir expliquer les enjeux des situations en cours avec pédagogie pour que les territoires ressortent grandis des crises. Il est nécessaire d'instaurer un débat permanent et renouvelé avec les acteurs de terrain tout comme avec la société civile.



Éric Fournier, Laurence Boetti-Forestier, Frédérique Colas, Patrice Bouillot

Table ronde 2 : Les outils développés par les territoires alpins pour gérer les crises

Une deuxième table ronde s'est intéressée aux outils développés pour gérer les crises : des outils pour réduire les vulnérabilités, pour diminuer les dépendances aux énergies fossiles et augmenter l'autonomie énergétique des territoires, et pour limiter l'exposition au risque.

Antonio Hodgers, président du Conseil d'État de la République, conseiller d'État du canton de Genève, président du Grand Genève, a insisté sur l'importance de la coopération pour la transition écologique. Pour lui, les instances décisionnelles ne peuvent fonctionner et atteindre les objectifs annoncés que par une volonté commune. La coopération transfrontalière prend tout son sens au niveau de l'arc alpin, où les acteurs ont des intérêts réciproques à gérer des ressources. Et la crise de la Covid-19 fournit la preuve de la capacité des acteurs à coopérer.

Pour le directeur général a.i. de l'Office cantonal de l'énergie (canton de Genève) **Cédric Petitjean**, il est essentiel d'élaborer des plans d'action pour gérer les crises. Pour lui, l'action est plus importante que le consensus ou le compromis, surtout lorsque les réactions à une crise doivent être rapides. Néanmoins, les plans d'action doivent partir d'un constat partagé entre les acteurs, et il s'agit de définir les rôles de chacun.

Silvia Mezzano, du Bureau de l'hydrographie de la Région autonome du Val d'Aoste, a insisté sur le rôle fondamental des maires comme coordinateurs de l'action. Il faut les informer et les inclure à la réflexion en vue de mettre en place des actions régionales. Parce qu'ils ont un lien direct avec les territoires, les réunir lors de rencontres avec les techniciens permet de coordonner une action régionale et d'informer les citoyens.

Madeleine Rohrer, conseillère municipale de la ville de Merano, a présenté les actions menées dans sa ville. Bien dotée en forêts, la ville de Merano est particulièrement sensible aux risques de tempêtes. À la suite de tempêtes récentes, les stratégies de lutte ne suffisant plus, il a fallu mettre en place des plans d'action. Une tactique « bottom-up » a été adoptée avec invitation d'experts et de représentants des groupes d'intérêt les plus importants qui ont été amenés à formuler des recommandations aux décideurs. Le processus s'est appuyé sur la démocratie participative et la co-construction, nécessaires pour l'adoption et la réussite des plans.

En tant que maire de Chamonix, **Éric Fournier** a présenté le programme transfrontalier AdaPT Mont-Blanc, pour l'adaptation de la planification territoriale au changement climatique. Ce programme réunit des communautés scientifiques du territoire. Un tel programme constitue une boîte à outils opérationnels pouvant être dupliqués et mis à profit dans d'autres territoires. Pour le maire, la crise de la Covid-19 a changé l'approche globale de la prévention des crises. La coopération est essentielle et le partage d'expérience et d'outils entre les territoires, indispensable pour prévenir les crises.

► Ce qu'il faut retenir :

- Il est essentiel de ressortir de la crise sanitaire avec des stratégies durables. Désormais, il est obligatoire d'interroger les démarches amorcées, et celles à venir.
- La crise sanitaire met en exergue notre besoin de coopération internationale, entre territoires, au-delà des frontières.
- Il s'agit maintenant d'aiguiser le regard à l'échelle communale pour comprendre les besoins locaux...
- Et de donner les moyens aux territoires d'apporter des réponses rapides lors de situations d'urgence.



Éric Fournier, Patrice Bouillot, Cédric Petitjean

Des stands pour faire découvrir des projets européens en cours

Les projets **ALPGRIDS** (Interreg Espace Alpin) et **SHREC** (Interreg Europe), abordent tout deux l'enjeu de la transition vers une économie bas-carbone, tout en plaçant les citoyens au centre de ce processus. L'objectif de cette coopération est ainsi de travailler de façon complémentaire et de progresser mutuellement grâce à l'échange d'expertise et retours d'expérience. De cette façon, les partenaires de SHREC bénéficient de l'expérience opérationnelle des sites pilotes de boucles énergétiques développés dans le cadre d'ALPGRIDS. Le projet SHREC offre à son tour une expertise dans l'identification et la réplique de modèles juridiques et économiques de projets citoyens.



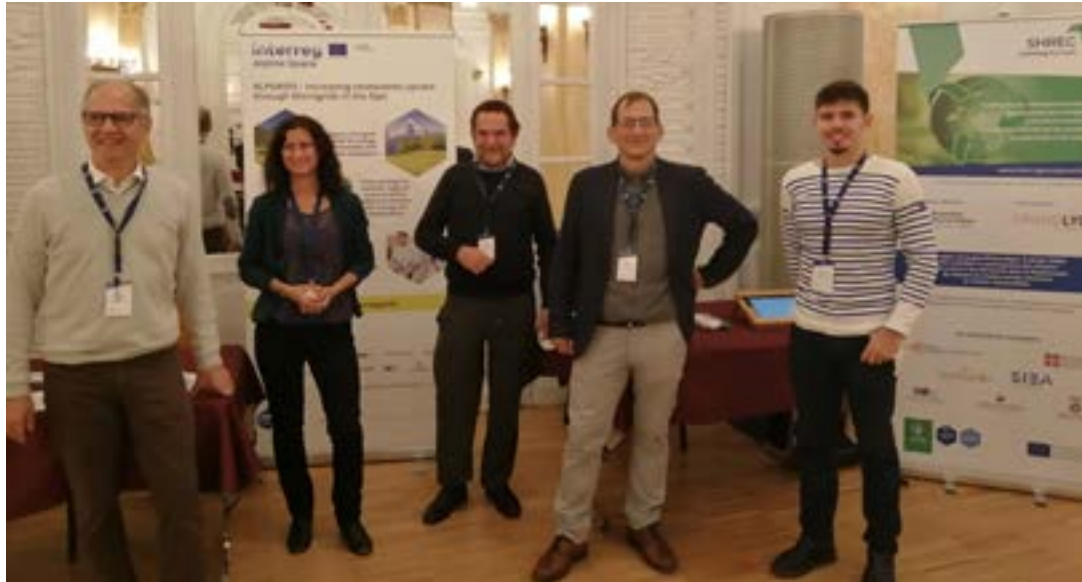
L'objectif principal du projet ALPGRIDS (2019-2022) est d'augmenter le recours aux énergies renouvelables dans les Alpes à travers la mise en place d'un système d'autoconsommation et répond à un double enjeu :

- Accroître l'autonomie énergétique en facilitant les transactions énergétiques locales
- Améliorer la résilience des réseaux électriques (sujets à des coupures électriques)

Le projet vise à créer un environnement transnational favorable à l'adoption des énergies renouvelables dans les territoires alpins grâce au déploiement de l'autoconsommation et s'adresse particulièrement aux collectivités et communautés énergétiques. Pour atteindre ces objectifs, ALPGRIDS prévoit plusieurs activités :

- Développement d'une vision commune de l'autoconsommation et ses bénéfices
- Création d'un environnement politique favorable
- Création d'un modèle d'autoconsommation dans l'espace Alpin
- Reproduction du modèle au sein de l'Espace Alpin et au-delà





Patrick Biard, Noémie Poize, Nicolas Picou, Étienne Viénot, Rogelio Bonilla



L'objectif du projet SHREC est de contribuer à une augmentation de la part d'énergies renouvelables dans la production énergétique en encourageant et en facilitant la production et l'utilisation des ENR par les entreprises, les collectivités et les ménages.

Pour atteindre ces objectifs les actions menées s'articulent autour de trois grands axes :

- Encourager les investissements des entreprises dans les technologies innovantes permettant le développement des énergies renouvelables
- Accroître la participation des consommateurs d'énergie par le biais de l'autoconsommation et du stockage
- Accroître l'acceptation et la sensibilisation des ménages, des communautés, des entreprises et des acteurs publics à la nécessité et aux possibilités d'utiliser les énergies renouvelables en tant qu'énergie alternative / à faible émission de carbone



30 SEPTEMBRE 2020

Des ateliers pour exprimer les besoins, comprendre les enjeux et initier des projets

Atelier 1 : Adaptez votre territoire au changement climatique !

co-organisé par AURA-EE et le PARN

Organisé autour de l'outil pédagogique développé par AURA-EE, ClimaSTORY™, cet atelier s'est déroulé sur le principe d'une animation participative autour de la carte d'un territoire fictif. Les participants, en endossant le rôle d'un élu du conseil communautaire, ont eu la charge de dresser un plan d'action pour accompagner les acteurs économiques des secteurs suivants dans leur stratégie d'adaptation au changement climatique :

- Agriculture et forêt
- Industrie
- Aménagement, gestion des ressources et de la biodiversité
- Santé et sécurité
- Artisanat, commerce, tourisme

Après un temps d'appropriation du territoire à travers le récit qui leur a été fait, les participants, répartis en deux tables, se sont livrés aux missions suivantes :

- 1. Repérage des impacts pour chaque thème**
- 2. Détermination de zones de tension ou de coopération**
- 3. Recherche de solutions et structuration du plan d'action**



► Ce qu'il faut retenir :

- ClimaSTORY™ est un outil pertinent pour faire échanger différents acteurs sur l'adaptation au changement climatique. Il permet d'anticiper des conflits d'usage et ouvre des possibilités pour les dépasser.
- La mise en réseau et en synergie des acteurs permet de trouver des solutions favorables à l'adaptation : les collectivités ont un rôle de levier à jouer.
- L'adaptation au changement climatique sera une thématique phare du prochain programme INTERREG Espace alpin, et des projets sur l'adaptation et les solutions basées sur la nature seront proposés par les acteurs alpins.



Atelier 2 : L'hydrogène, un vecteur énergétique en devenir dans les Alpes ?

co-organisé par AURA-EE, CasaClima et la Région Auvergne-Rhône-Alpes

Les groupes d'action de la SUERA ont souhaité la mise en place d'un groupe de travail « Hydrogène vert pour les Alpes » pour amplifier la production et la consommation d'hydrogène vert, développer les infrastructures, stimuler le marché et initier des coopérations. Cette initiative vise à initier des projets de coopération alpine et cette première rencontre a permis de présenter trois idées de projets.

La stratégie européenne pour l'hydrogène est ambitieuse pour la prochaine décennie. Les Régions alpines ont pour certaines commencé à développer leur filières hydrogène depuis de nombreuses années, et des projets, notamment de mobilité hydrogène, se créent dans les Alpes. Pour réussir, la stratégie hydrogène devra s'appuyer sur une implication forte des Régions, sur des coopérations transfrontalières et transnationales, et développer la production d'hydrogène vert, le transport et le stockage, ainsi que les différents usages (mobilité, industrie, etc.).

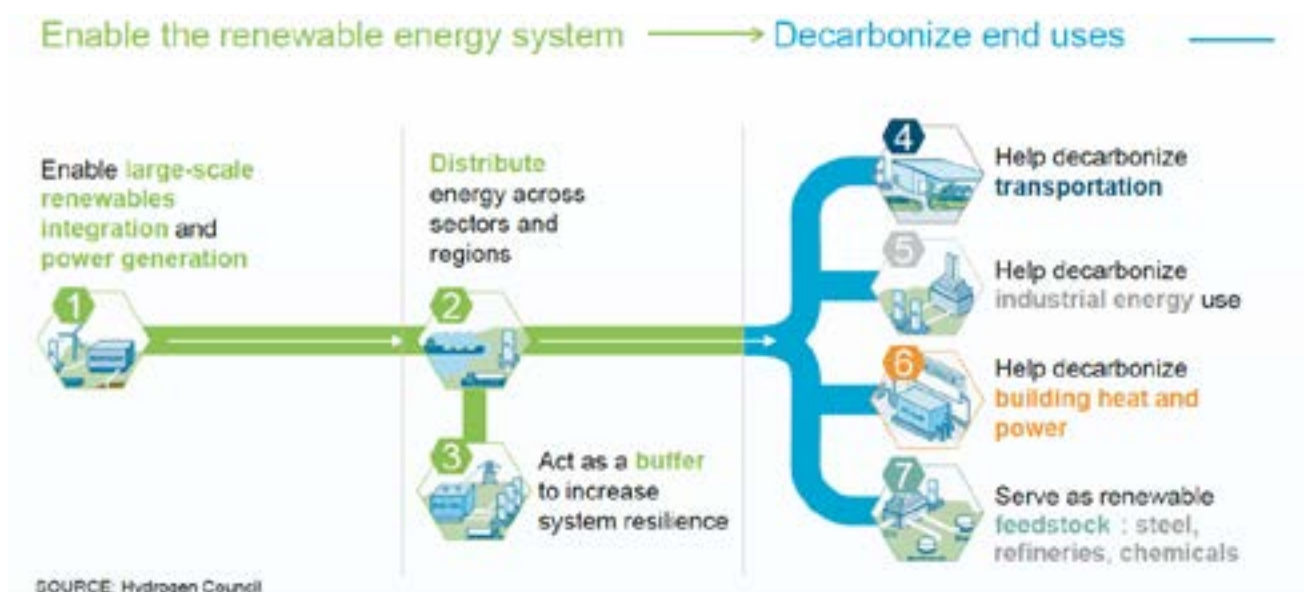


► Ce qu'il faut retenir :

Lors de cet atelier, les régions alpines ont pu se positionner sur trois projets de coopération portés par des acteurs alpins souhaitant coopérer avec d'autres acteurs alpins :

- Une approche d'économie circulaire, portée par le CEA, en vue de l'appel à projet Green Deal de janvier 2021.
- Un projet de déploiement d'infrastructures hydrogène et de mobilité lourde (camions, bus urbains et interurbains, bennes à ordures ménagères), porté par la Région Auvergne-Rhône-Alpes
- Un projet d'approche territoriale de l'hydrogène, combinant production et utilisation sur un même territoire, porté par Tenerrdis.

De nombreux contacts ont été noués et les projets de coopération seront déposés en 2021.



Atelier 3 : Une approche intégrée dans la planification territoriale

co-organisé par le PARN

Face à l'augmentation des risques dans le contexte de changement global, les villes alpines doivent adapter leurs outils de prévention, d'anticipation et de gestion des crises, et mieux les intégrer dans la planification territoriale et l'urbanisme. Si cet enjeu fait déjà l'objet de travaux dans le cadre du Groupe d'Action 8 de la SUERA, ces besoins et problématiques requièrent une coopération et communication accrue entre territoires alpins.

Cet atelier a consisté en une présentation d'initiatives pilotes et discussions concernant la gestion intégrée des risques dans les villes et métropoles de la région alpine. L'objectif pour les participants était, via un exercice collectif, d'identifier les enjeux et besoins en la matière.

Dans un second temps, l'atelier a permis d'explorer des pistes de proposition pour mieux intégrer les problématiques de risques naturels dans la planification territoriale, à travers deux axes : quels leviers peuvent être identifiés ? Comment (mieux) les partager ?



► Ce qu'il faut retenir :

- Développer une approche multisectorielle pour décloisonner les secteurs de l'aménagement et de la gestion des risques et prendre en compte toutes les problématiques du territoire, le plus en amont possible des projets d'aménagement.
- Développer l'ingénierie des territoires pour avoir les **moyens** de penser et de mettre en œuvre les outils de planification adaptés aux spécificités du territoire (géographiques, sociales, économiques).
- Mieux intégrer les solutions fondées sur la nature en évaluant l'ensemble des services écosystémiques rendus par les forêts, les sols forestiers et les zones humides (rôles de protection contre les aléas gravitaires, limitation des crues, ressource économique, espaces récréatifs, etc.).
- Mettre en place et animer un réseau des territoires alpins résilients permettant de porter à connaissance les solutions existantes et de partager les bonnes pratiques, pour des territoires allant des petites communes rurales/de montagnes aux métropoles alpines.

Pour plus d'informations : <https://risknat.org/atelier-3-une-approche-integree-dans-la-planification-territoriale-conference-suera-chamonix-2020/>



Atelier 4 : Quels objectifs énergie climat à 2030 pour la SUERA ?

co-organisé par AURA-EE, la Convention Alpine et EURAC

Cet atelier a porté sur les objectifs énergie climat de la SUERA, à définir dans le cadre du Green New Deal, et la nécessité de construire un observatoire alpin de l'énergie pour suivre ces objectifs et stimuler la transition énergétique dans les Alpes.

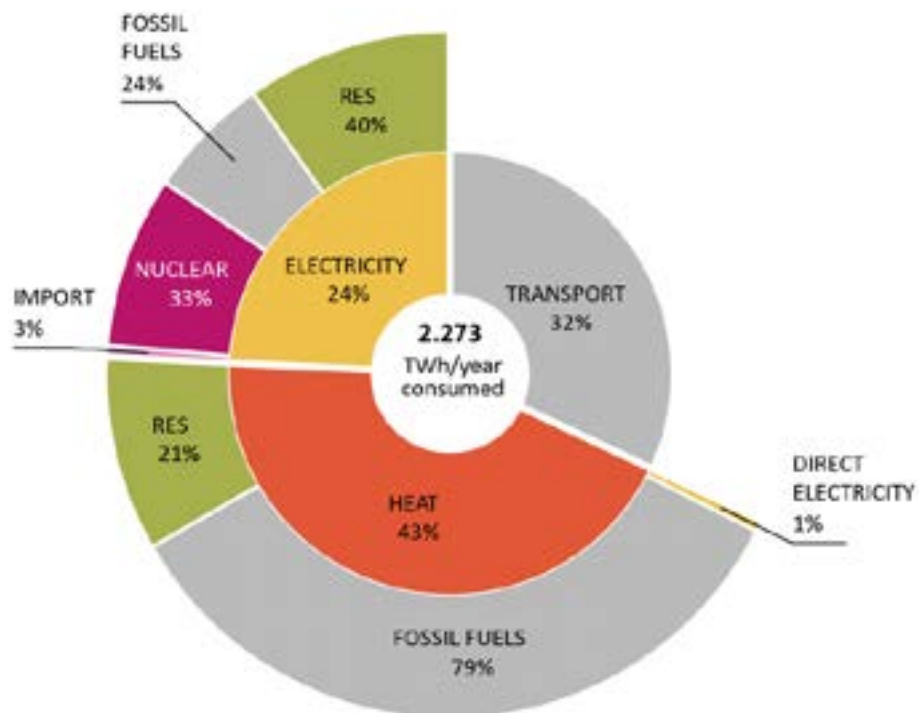
Alors que la Commission européenne révisé actuellement à la hausse ses objectifs à l'horizon 2030, la SUERA devrait elle aussi se doter d'objectifs, qui lui permettront non seulement de suivre sa contribution aux objectifs européens, mais aussi de stimuler la transition énergétique dans les Alpes. L'enjeu pour la SUERA est donc de définir des objectifs communs qui afficheront l'ambition de la stratégie. Il s'agit d'identifier à la fois les positions politiques et les avis des populations sur ces questions. Outre des objectifs généraux, il faut identifier des secteurs spécifiques aux territoires de montagne, et travailler sur des indicateurs de suivi mobilisateurs, utiles pour l'action, soutien d'un engagement politique commun et ambitieux.



► Ce qu'il faut retenir :

Il est nécessaire de :

- Porter politiquement des objectifs communs, ambitieux, évaluables sur la consommation et la production d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre de la SUERA.
- Définir des objectifs spécifiques à la montagne.
- Définir des indicateurs de suivis, adaptés et pédagogiques pour mobiliser les forces vives du territoire, notamment les jeunes.
- Mettre en place un réseau alpin des observatoires régionaux alpins de l'énergie, déjà mobilisé par le groupe d'action 9.
- Mettre en place à moyen terme un observatoire alpin de l'énergie.



Source: Eurac Research

Conclusion

La journée s'est terminée avec la restitution des ateliers thématiques et quelques mots de conclusion par Serge Nocodie, président d'Auvergne-Rhône-Alpes Énergie Environnement (AURA-EE), vice-président de la FEDARENE en charge du climat. La Région alpine est le bon périmètre pour partager des défis communs (climatiques, transformation de certains secteurs tels que le tourisme...), des ressources naturelles communes, des moyens communs (programme Espace alpin) et passer à l'action. La SUERA devient un espace de valeurs communes. La conférence a permis d'avancer et d'initier de nouveaux projets de coopération dans les domaines de l'observation, de l'adaptation, de l'hydrogène et des risques. Ces projets pourront faire appel aux futurs programmes de financement européens. En l'occurrence, il est important que les régions puissent s'appuyer sur les futurs fonds FEDER régionaux pour soutenir des projets alpins transnationaux et qu'elles définissent leurs priorités dans ce sens.

Ces projets doivent répondre aux attentes des citoyens et aux grands défis alpins. Les projets discutés ce jour pourront y contribuer largement. Les projets d'observatoire alpin de l'énergie ou d'infrastructure hydrogène dans les Alpes sont autant de pierres qui contribueront à une construction commune de la macrorégion.



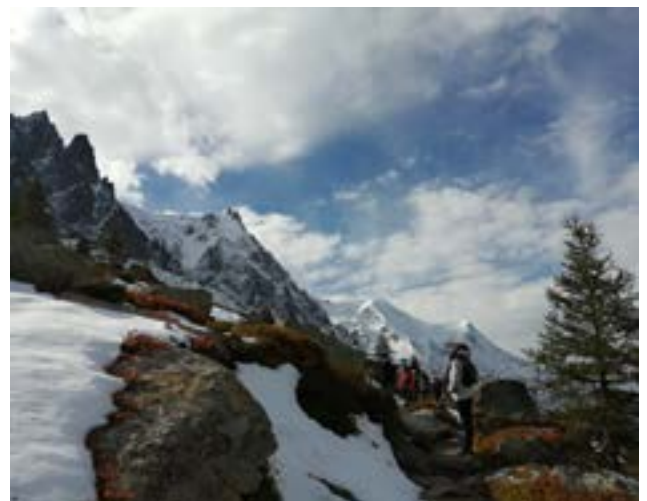


Des visites de terrain pour illustrer concrètement les problématiques évoquées

Deux excursions étaient organisées le lendemain. L'occasion pour les participants de créer des liens, discuter, échanger mais aussi se familiariser avec des problématiques propres aux territoires de montagne : des territoires « d'excellence » ayant acquis une expérience dans la gestion des questions au croisement entre climat, risques et énergies.

Visite 1 : Randonnée de trois heures au Plan de l'Aiguille (altitude 2 317m), situé dans le massif du Mont-Blanc

Animée par Irène Alvarez et Brad Carlson, du Centre de recherche sur les écosystèmes d'altitude (CREA) avec l'intervention de Benjamin Einhorn, du Pôle Alpin des risques naturels (PARN), cette sortie a emmené la cinquantaine de participants à la découverte des impacts du changement climatique sur la faune et la flore, et leur gestion par la biodiversité. Parmi eux, la Secrétaire d'État en charge de la biodiversité, Bérangère Abba, qui déclarait un peu plus tard sur son compte Twitter : « C'est au cœur du Massif du Mont-Blanc que l'on prend conscience de son exceptionnelle beauté mais aussi de son extrême fragilité ». La Secrétaire d'État se rendait peu de temps après en préfecture de Haute-Savoie, à Annecy, pour la signature de l'arrêté Mont-Blanc, visant à réconcilier les usages, les pratiques, tout en préservant l'environnement.



Visite 2 : Énergie, risques et urbanisme à la microcentrale de Taconnaz et sur le paravalanche du ruisseau de Taconnaz

La deuxième visite s'organisait autour de la microcentrale hydroélectrique, située au pied du glacier de Taconnaz. Elle était commentée par des élus des deux collectivités concernées (Patrick Vial et Philippe Gaubert des Houches et Claude Jacot de Chamonix Mont-Blanc), Rémy Samson de Voltalia, la société gestionnaire de la microcentrale située sur le ruisseau de Taconnaz, et Christian Vincent, ingénieur de recherche en glaciologie au CNRS Grenoble.

Le vallon de Taconnaz, en limite des communes des Houches et de Chamonix, est un secteur où les risques propres aux territoires habités de haute montagne se croisent : avalanches, effondrements glaciaires, crues et laves torrentielles. Aussi, les acteurs de la vallée s'adaptent-ils collectivement et en continu aux conditions météorologiques et à l'évolution climatique de grande ampleur, pour tirer le meilleur parti du changement climatique et gérer les risques dans une optique de transition énergétique et de préservation de la qualité de vie. Cette visite a mis en évidence les contraintes liées à la production d'énergies renouvelables en milieu urbain alpin, et les moyens mis en place en termes de gestion et prévention des risques à la fois au niveau très local de la centrale de production et plus global d'aménagement de la vallée.

